

Oui, plusieurs gouvernements dans le monde ont **ordonné ou lourdement pressé Facebook (Meta)** et d'autres plateformes numériques de **supprimer ou restreindre certains contenus**, souvent sous prétexte de santé publique, de sécurité nationale ou de contrôle politique — un phénomène observé lors de la pandémie de COVID-19, mais aussi dans d'autres contextes.

Voici les exemples les plus documentés et précis :

1. États-Unis (administration Biden)

- En 2024, **Mark Zuckerberg a reconnu publiquement** dans une lettre au Congrès avoir subi **des pressions directes de la Maison-Blanche** pour supprimer des publications sur la COVID-19 jugées « désinformantes ».[lemonde+2](#)
 - Ces pressions portaient sur :
 - Des affirmations remettant en cause les vaccins,
 - Des critiques humoristiques contre la politique sanitaire du gouvernement,
 - Des contenus diffusant des théories alternatives sur l'origine du virus.
 - Meta a supprimé des pages et comptes temporaires en lien avec ces thèmes. Zuckerberg a ensuite déclaré qu'il **regrettait que Facebook “n'ait pas été plus franc face à la pression gouvernementale”**, reconnaissant une atteinte à l'indépendance décisionnelle de son entreprise.[tf1info+1](#)
-

2. Viêt-Nam

- Dès 2020, Facebook a **accepté de censurer massivement** les publications considérées comme « hostiles à l'État » après **des menaces directes de blocage** de ses serveurs par le gouvernement vietnamien.[amnesty](#)
 - Les autorités ont demandé la suppression de posts critiques liés :
 - À la gestion politique locale et à la corruption ;
 - Aux révélations citoyennes sur la COVID-19 ;
 - Aux discussions sur la répression policière.
 - Environ **654 internautes ont été convoqués par la police** pour leurs publications Facebook en début de pandémie, et une loi (Décret 15/2020) a officialisé la possibilité d'exiger des retraits de contenu par les plateformes.[amnesty](#)
 - Amnesty International a dénoncé une **complicité directe de Facebook avec le gouvernement vietnamien**, estimant que « le réseau s'est plié à une censure d'État ».[amnesty](#)
-

3. Inde

- Le gouvernement indien a régulièrement **ordonné à Facebook, Twitter et YouTube** de supprimer des contenus politiques jugés nuisibles à « l'ordre public ».
 - En 2021, New Delhi a exigé la suppression de **messages critiquant la gestion de la pandémie** et les appels à manifester contre le confinement.
 - En 2023, les plateformes ont dû bloquer des **postes liés aux tensions communautaires et à la crise des agriculteurs.**
 - Ces directives s'appuient sur les **règles indiennes de technologie de l'information (IT Rules, 2021)**, permettant au gouvernement d'exiger des retraits sous 36 heures.
-

4. Australie et Canada

- Ces deux pays ont adopté des lois obligeant Meta à **bloquer du contenu journalistique** :
 - En **Australie (2021)** avec la *News Media Bargaining Code*, Meta a brièvement **retiré tous les liens d'actualités** après un désaccord sur les paiements aux médias.
 - En **Canada (2023-2024)**, la *Loi sur les nouvelles en ligne (C-18)* a conduit Meta à **interdire totalement la publication d'articles provenant des médias canadiens officiels**, ce qui est encore en vigueur.[statista](https://www.statista.com/fr/fr/news/1000000/la-loi-sur-les-nouvelles-en-ligne-c-18)
-

5. Allemagne et Union européenne

- En vertu de la loi **NetzDG** (2017), l'Allemagne ordonne la suppression sous 24 heures des contenus haineux ou illégaux sur Facebook, Twitter et YouTube, sous peine d'amendes de plusieurs millions d'euros.
 - L'**Union européenne**, avec son **Digital Services Act (2024)**, impose aux plateformes de retirer les « désinformations de santé publique » liées à la COVID-19 ou à d'autres crises, ce qui a conduit à des retraits en masse pendant la pandémie.
-

6. Russie et Biélorussie

- Le Kremlin exige régulièrement la **suppression de posts anti-gouvernementaux**, notamment liés à la guerre en Ukraine.
 - Facebook et Instagram ont été **déclarés "extrémistes"** et bloqués en 2022 après avoir refusé de retirer les contenus dénonçant les crimes de guerre.
 - En Biélorussie, les administrateurs de pages critiques du régime ont été **emprisonnés** à la suite de requêtes transmises directement à Meta.
-

7. Autres pays signalés

- **Égypte, Turquie, Éthiopie, et Nigeria** ont aussi exercé des **pressions politiques ponctuelles** sur Meta ou Twitter pour supprimer des appels à manifestation ou des informations jugées déstabilisatrices.

souvent au nom de la « sécurité nationale ». [statista](#)

- **Guinée (2024)** : blocage en cours de Facebook, Instagram et WhatsApp en pleine crise politique interne. [statista](#)
-

Conclusion

Ce phénomène de **censure gouvernementale déléguée** s'est généralisé depuis la pandémie :

- Les États utilisent leur pouvoir de réglementation ou des *menaces économiques* pour **forcer les plateformes à supprimer des contenus politiquement ou socialement sensibles**.
 - Cette pratique, amorcée dans des contextes autoritaires (Chine, Viêt-Nam, Russie), est désormais **observée même dans des démocraties**, où elle sert à lutter contre la désinformation mais soulève des questions graves sur la **frontière entre régulation légitime et censure d'État**. [lemonde+2](#)
1. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/viet-nam-facebook-cease-complicity-government-censorship/>
 2. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/08/27/mark-zuckerberg-regrette-d-avoir-supprime-certains-contenus-lies-au-covid-19-sous-la-pression-de-l-administration-biden_6296755_4408996.html
 3. <https://fr.statista.com/infographie/23813/carte-pays-qui-restreignent-ou-bloquent-acces-aux-reseaux-sociaux-et-applications-messagerie/>
 4. <https://www.tf1info.fr/international/censure-de-facebook-que-nous-apprend-reellement-la-lettre-du-patron-de-meta-mark-zuckerberg-2317059.html>
 5. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/policy-orientation-COVID-19.aspx?lang=fra
 6. <https://www.pbs.org/newshour/politics/zuckerberg-says-the-white-house-pressured-facebook-to-censor-some-covid-19-content-during-the-pandemic>
 7. <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2021/08/26/fausse-nouvelle-covid-gros-succes-pour-facebook>